

DEPOSITORY

LIBRARY MATERIAL

CA29N
CC 110
-2300

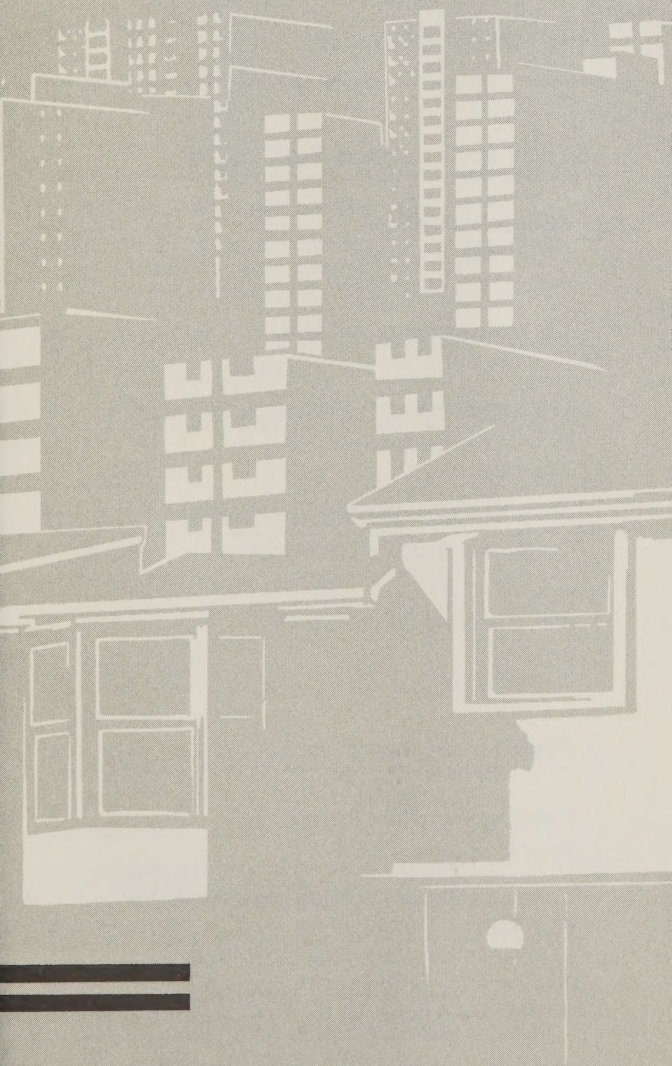
La révision des loyers: voici les faits

Publication

Commission
de location
résidentielle



La révision des loyers: voici les faits



Cette brochure fournit des renseignements généraux sur la Partie XI de la loi sur la location résidentielle de l'Ontario qui traite de la révision des augmentations de loyer pour la plupart des locaux résidentiels à louer.

En cas de contradiction entre le texte de la loi et tout renseignement contenu dans cette brochure, la loi sur la location résidentielle de l'Ontario

Table des matières

I. La loi sur la location résidentielle	4
--	----------

Définition de termes	4
Explication de termes employés fréquemment	
Les grandes lignes de la loi	5
Bref résumé	
Les logements concernés et les exemptions	6
La loi ne s'applique pas à tous les logements loués	
Commission de location résidentielle	7
Organisme chargé de la révision des augmentations de loyer	
Avis d'augmentation de loyer	7
Obligation du locateur envers le locataire	

II. Révision des loyers (Partie XI) (Définitions)	8
--	----------

Augmentation de loyer maximale	8
Deux limites essentielles	
Demande d'augmentation plus élevée par le locateur	8
Le locateur peut obtenir une augmentation plus élevée si ses frais d'exploitation le justifient.	

(L.R.O. 1980, chapitre 452) prévaut et c'est à ce texte qu'il faut se référer.

On peut se procurer des exemplaires de la loi sur la location résidentielle auprès des bureaux locaux de la Commission de location résidentielle ou à la librairie du gouvernement de l'Ontario. (Voir les adresses à la fin de la présente brochure.)

Révision de l'ensemble des loyers d'un immeuble	9
--	----------

Une disposition qui épargne du temps et de la paperasserie aux locataires

Demande d'un locataire pour la révision d'une augmentation de loyer	10
--	-----------

Un locataire peut contester une augmentation de loyer, quel qu'en soit le montant

L'audience	11
-------------------	-----------

Là où la demande d'augmentation est examinée

Décision ou ordonnance de la Commission/ redressements	11
---	-----------

La décision d'un tribunal aurait la même valeur

Droit d'appel	12
----------------------	-----------

Le locateur ou le locataire peut faire appel de la décision initiale

Remboursement de loyer	13
-------------------------------	-----------

Ce qui se passe lorsque le locataire a payé une augmentation excessive de loyer

Exemptions de la révision des loyers	13
---	-----------

Tous les logements tombant sous le coup de la loi ne sont pas forcément assujettis à la Partie XI

III. Renseignements supplémentaires	14
--	-----------

Où les obtenir: numéro de téléphone sans frais

I. La loi sur la location résidentielle

La Partie XI de la loi sur la location résidentielle de l'Ontario régit la fréquence et le montant des augmentations de loyer. Connue sous le titre "Révision des loyers", la Partie XI concerne les locateurs et les locataires, sans égard à tout accord particulier contraire. En d'autres termes, la loi peut annuler tout accord qui ne lui est pas conforme entre un locateur et un locataire.

Seuls les articles traitant de la création de la Commission de la location résidentielle et de son fonctionnement et des augmentations de loyer ont été promulgués et sont en vigueur à l'heure actuelle.

Définition de termes

Voici les définitions de termes et d'expressions clés qui apparaissent dans cette brochure et dans la loi:

Le terme "locateur" désigne le propriétaire d'un logement loué, ou toute autre personne qui en permet l'occupation, en droit de prendre possession de l'ensemble résidentiel et qui peut faire valoir, conformément à un bail, tout droit d'un locateur, dont celui de percevoir le loyer;

Le terme "locataire" désigne la personne qui paie un loyer en échange du droit d'occuper un logement loué; un "sous-locataire" est un locataire de la personne donnant au sous-locataire le droit d'occuper un logement loué;

L'expression "logement loué" ou "logement à louer" désigne tout logement ou emplacement de maisons mobiles utilisé ou prévu comme local résidentiel en location, y compris toute chambre située dans une maison de rapport ou une pension;

Le mot "bail" désigne tout accord écrit, verbal ou tacite entre le locateur et le locataire au sujet de l'occupation d'un logement à louer. La durée du bail peut être fixe ou le bail peut être périodique mais sans durée déterminée. Les baux périodiques sont souvent des accords verbaux pour une période d'un mois ou d'une semaine;

Le terme "loyer" désigne la somme totale payée par le locataire ou locateur, ou exigée par ce dernier du locataire, en échange du droit d'occuper un logement à louer et de tous services, installations ou privilèges que le locateur fournit

avec le logement, tels que stationnement, câblodiffusion, que ces services, installations ou privilèges fassent l'objet de frais distincts ou non;

L'expression "ensemble résidentiel" désigne tout immeuble ou groupe d'immeubles, parc pour maisons mobiles compris, comportant au moins un logement à louer. L'ensemble résidentiel comprend toutes les parties communes, services et installations à la disposition des résidents de l'immeuble, du groupe d'immeubles ou du parc pour maisons mobiles;

Le terme "Commission" désigne la Commission de location résidentielle.

Pour des définitions précises de ces termes et d'autres termes, prière de se référer à l'article traitant de l'interprétation de la loi sur la location résidentielle.

Les grandes lignes de la loi _____

Voici les principales dispositions de la loi concernant les augmentations de loyer;

- la Commission de location résidentielle est l'organisme officiellement chargé de la révision des loyers;
- le locateur doit donner au locataire un préavis écrit de 90 jours avant que l'augmentation de loyer puisse être imposée;
- le pourcentage maximal d'augmentation de loyer sans révision est de six pour cent;
- le loyer ne peut être augmenté qu'une fois par période de 12 mois, quel que soit le montant de l'augmentation;
- pour augmenter le loyer de plus de six pour cent, le locateur doit faire une demande d'approbation à la Commission;
- la révision de l'ensemble des loyers d'un immeuble est permise; toutes les augmentations de loyer pour un immeuble résidentiel à louer de plus d'un logement peuvent être déterminées en même temps, même si les augmentations prennent effet à des dates différentes;
- la révision des loyers (Partie XI) concerne également les chambres situées dans des maisons de rapport ou des pensions.

Les logements concernés et les exemptions

La loi sur la location résidentielle s'applique à presque tous les types de locaux résidentiels à louer, quelle que soit leur structure, c'est-à-dire les immeubles d'appartements, les maisons, les duplex, les maisons mobiles ou les emplacements de maisons mobiles, les maisons en rangée ou les chambres situées dans une pension ou une maison de rapport.

Cependant, certains types de logement à louer ne sont pas régis par la loi et les renseignements de ce bulletin ne les concernent donc pas. Il s'agit des locaux suivants:

- logements temporaires en hôtels, motels, auberges, maisons de touristes, auberges de jeunesse ou établissements analogues;
- logements saisonniers ou temporaires dans des maisons de vacances (chalets par exemple);
- logements des employés de ferme, situés sur le terrain de la ferme ou ailleurs;
- logements situés dans des maisons coopératives de logements à but non lucratif fournis aux membres de ladite coopérative;
- logements occupés par des personnes sous garde ou en réadaptation, recevant des soins ou subissant un traitement (dans un foyer de groupe ou un foyer de transition par exemple);
- logements temporaires dans des asiles pour personnes nécessiteuses;
- logements de fonction dans un hôpital, une maison de repos ou un foyer pour personnes âgées (résidences pour le personnel par exemple);
- logements sans cuisine ni salle de bains indépendante et non prévus pour être occupés toute l'année, fournis par une institution d'éducation à ses élèves ou son personnel, si:
 - a) ces logements sont fournis principalement à des personnes âgées de moins de 18 ans, ou si
 - b) toutes les décisions relatives aux logements sont prises après consultation d'un conseil ou d'une association représentant les résidents;

- logement situé dans un immeuble totalement ou partiellement non résidentiel occupé par un employé de l'immeuble ou de l'entreprise à but non résidentiel menée dans l'immeuble en question (pièces réservées au gardien de nuit dans une usine, par exemple);
- logements attenants à des locaux loués à des fins commerciales ou agricoles si les locaux en question font l'objet d'un accord ou d'un bail de location unique (appartement situé au-dessus d'un magasin, par exemple) et si les locaux résidentiels et non résidentiels sont occupés par les mêmes personnes.

Commission de location résidentielle_____

La Commission de location résidentielle est l'organisme officiellement chargé de l'application de la loi sur la location résidentielle.

Elle a le pouvoir de réviser les augmentations de loyer proposées à la demande d'un locateur ou d'un locataire et de déterminer le loyer qui peut être demandé. L'approbation de la Commission est indispensable pour les augmentations de loyer dépassant six pour cent.

Des bureaux de la Commission existent dans tout l'Ontario. Ils offrent des renseignements et traitent des questions relatives aux révisions de loyer sur le plan local. Le Conseil de la Commission, chargé des affaires administratives de la Commission, a également été créé.

Avis d'augmentation de loyer_____

Avant de pouvoir imposer une augmentation de loyer quelle qu'elle soit, le locateur doit fournir au locataire un avis d'augmentation de loyer standard au moins 90 jours avant la date d'entrée en vigueur de l'augmentation. Cet avis doit indiquer l'augmentation prévue en dollars par mois, d'une part, ainsi que la date d'effet de l'augmentation proposée.

Les locataires ayant signé un accord de location ou un bail pour une période déterminée doivent recevoir un avis d'augmentation 90 jours au plus tard avant l'expiration de la période fixée. Les locataires habitant un logement loué en vertu d'un bail périodique (au mois ou à la semaine, par exemple) doivent recevoir l'avis à la fin d'une semaine ou d'un mois, 90 jours avant l'augmentation qui prendra effet au début d'une semaine ou d'un mois.

Si l'avis d'augmentation requis n'est pas donné par écrit 90 jours avant la date d'effet, l'augmentation est nulle.

Cette disposition ne s'applique pas dans les cas où l'augmentation n'affecte qu'un nouveau locataire.

II. La révision des loyers (Partie XI)

La révision des loyers consiste à examiner les augmentations de loyer dans certains types de logements résidentiels loués. Elle s'applique indépendamment de tout bail, qu'il soit écrit, verbal ou tacite.

Les dispositions de la Partie XI de la loi s'appliquent aux augmentations de loyer prenant effet à partir du 1^{er} décembre 1979 (Remarque: les augmentations qui ont pris effet avant cette date peuvent avoir été régies par l'ancienne loi de 1975 sur la révision des loyers des locaux d'habitation).

Le locateur ou le locataire peut demander à la Commission de location résidentielle de procéder à la révision d'une augmentation de loyer proposée pour déterminer si elle est ou non justifiée.

Augmentation de loyer maximale

Le loyer d'un logement loué ne peut être augmenté plus d'une fois par période de 12 mois, quel que soit le montant de ce loyer. Ceci s'applique qu'il y ait ou non un changement de locateur ou de locataire possédant ou occupant le logement en question au cours des 12 mois suivant la date de la dernière augmentation du loyer de ce logement.

En outre, à moins que la Commission de location résidentielle n'ait autorisé une augmentation plus élevée, le locateur ne peut demander une augmentation de plus de 6% pour un logement loué et le locataire n'a pas à payer une somme plus élevée.

Demande d'augmentation plus élevée par le locateur

Le locateur peut demander la permission d'augmenter le loyer de plus de six pour cent. Pour ce faire, il remplit un formulaire intitulé *Demande d'un locateur pour une révision de loyer* qu'il adresse à la Commission de location résidentielle 60 jours au plus tard avant la date prévue de l'augmentation proposée. Une copie de cette

demande doit être remise dans les plus brefs délais au locataire du logement concerné.

S'il y a plus d'un logement dans l'immeuble, une copie de la demande doit être remise dans les plus brefs délais à tous les locataires de l'immeuble (voir Révision de l'ensemble des loyers d'un immeuble).

Lorsqu'il fait une demande d'augmentation de loyer plus élevée, le locateur doit prouver à la Commission que les frais d'exploitation de locaux loués justifient l'augmentation proposée du loyer. En d'autres termes, si les frais d'exploitation du locateur ont augmenté ou vont augmenter, une augmentation de loyer de plus de six pour cent peut être justifiée.

Lors de l'examen de la demande du locateur, la Commission tiendra compte du revenu locatif du propriétaire et de ses frais d'exploitation, c'est-à-dire:

- financement
- services d'utilité publique
- taxes foncières
- entretien et réparations
- dépenses et immobilisations

La Commission peut aussi tenir compte de:

- toute perte financière subie par le locateur ou qu'il pourrait subir dans le cadre de l'exploitation des locaux loués;
- toute amélioration ou détérioration de l'état général de l'immeuble;
- la possibilité, si le locateur est dans une situation financière difficile, d'une augmentation du revenu locatif jusqu'à concurrence de deux pour cent (2%) de plus que les frais d'exploitation totaux.

Révision de l'ensemble des loyers d'un immeuble

Lorsqu'un locateur fait une demande d'approbation d'une augmentation de loyer de plus de six pour cent à propos d'un logement situé dans un immeuble multifamilial, il doit aussi demander en même temps la révision des loyers de tous les logements de l'immeuble, que les augmentations de loyer de tous les appartements aient la même date d'effet ou non.

Une fois l'augmentation des frais d'exploitation d'un immeuble multifamilial déterminée (de la manière indiquée dans la section précédente), la Commission fixe le montant total de l'augmentation de revenu que le propriétaire sera en droit de retirer de la location de tout l'immeuble.

Le montant total de l'augmentation est alors réparti équitablement sur tous les logements à louer de l'immeuble. La Commission calcule le pourcentage d'augmentation du revenu locatif total que le locateur aura le droit de gagner et applique ce même pourcentage au loyer en cours de chaque logement de l'immeuble pour obtenir le nouveau loyer mensuel maximum.

Une fois la demande de révision de loyer du locateur reçue, la Commission avise le locateur et les locataires de l'heure, du lieu et de la date de l'audience au cours de laquelle l'augmentation proposée sera examinée.

Dans le cas d'un immeuble multifamilial, étant donné que les loyers de tous les logements sont revus à l'audience, les locataires reçoivent un avis d'audience même s'ils n'ont pas reçu d'avis d'augmentation de loyer de la part du locateur à propos de leur logement. Cependant, ils auront reçu une copie de la demande de révision de loyer présentée par le locateur.

Une fois la date de l'audience fixée, le locateur doit fournir à la Commission tous les documents et les renseignements sur lesquels il a l'intention de s'appuyer pour justifier sa demande d'augmentation de loyer, et ce, au plus tard 14 jours avant l'audience.

Demande d'un locataire pour la révision d'une augmentation de loyer

Un locataire peut demander à la Commission de contester une augmentation de loyer proposée, quel qu'en soit le montant. Pour ce faire, le locataire doit soumettre à la Commission une *Demande d'un locataire pour la révision d'une augmentation de loyer projetée* au plus tard 60 jours avant la date d'effet de l'augmentation proposée. Une copie de cette demande doit être remise dans les plus brefs délais au locateur ou à son mandataire.

Une fois qu'elle a reçu la demande du locataire, la Commission peut essayer de servir de médiateur entre le locateur et le locataire pour tenter de

parvenir à un accord acceptable par les deux parties sur l'augmentation du loyer. Si la chose est possible, un accord est alors signé par les deux parties et lie le locateur et le locataire.

Si l'on ne peut parvenir à un accord, la demande du locataire est soumise à un commissaire qui tiendra une audience pour examiner l'augmentation projetée en tenant compte uniquement des considérations suivantes:

- les variations, et leur raison d'être, entre les loyers demandés par le locateur pour des logements loués analogues dans le même immeuble;
- les loyers demandés par d'autres locateurs pour des logements loués analogues dans des immeubles semblables dans le même secteur;
- toute amélioration ou détérioration de l'état général de l'immeuble concernant le logement loué en question.

L'audience

Une audience de révision des loyers a lieu devant un seul commissaire dans le secteur où sont situés les locaux loués. Tout document fourni à la Commission par l'une ou l'autre partie peut être examiné par tous les participants avant et pendant l'audience.

À l'audience, le locateur et le ou les locataires peuvent présenter des preuves ou des arguments pour ou contre l'augmentation de loyer projetée. Les participants ou le commissaire pourront questionner les personnes appelées à témoigner ou discuter les documents fournis.

Les locateurs et les locataires peuvent comparaître en personne à l'audience ou se faire représenter par une personne agissant en leur nom. Cependant, une audience peut aussi avoir lieu en l'absence de l'une ou l'autre partie.

Décision ou ordonnance de la Commission/redressements

Après l'audience, le commissaire signifie sa décision au locateur et aux locataires concernés. La décision concernant les loyers prendra la forme d'une ordonnance indiquant le loyer maximal qui peut être exigé pour chaque logement concerné par la révision et la date à laquelle cette augmentation peut prendre effet. Si l'ordonnance permet une augmentation de loyer, aucune autre augmentation de loyer ne peut être demandée

dans les 12 mois qui suivent la date d'effet de l'augmentation.

Dans le cas d'audiences concernant la révision de l'ensemble des loyers d'un immeuble, l'ordonnance du commissaire ne remplace pas l'avis d'augmentation de loyer que le locateur doit donner aux locataires 90 jours à l'avance. Par conséquent, on ne peut imposer une augmentation de loyer inférieure ou égale au montant maximal permis par une ordonnance avant que le locateur n'ait donné l'avis requis 90 jours à l'avance.

Dans la plupart des cas, le commissaire essaie de prendre une décision ou de rendre une ordonnance avant la date d'effet de l'augmentation projetée. Si ce n'est pas possible, à la date d'effet, le locateur peut augmenter le loyer de six pour cent ou du montant projeté, suivant le moindre de ces deux montants, en attendant l'issue de l'audience.

Si l'ordonnance du commissaire est rendue après la date d'effet de l'augmentation, un rajustement peut s'avérer nécessaire entre le locateur et le ou les locataires à la suite de l'ordonnance.

Droit d'appel

Toute partie à une demande de révision de loyer ayant participé à l'audience initiale a le droit de faire appel de la décision ou de l'ordonnance du commissaire. Toute partie qui n'a pas assisté à l'audience peut demander à un membre du Conseil de la Commission la permission de faire appel de la décision ou de l'ordonnance.

Pour interjeter appel, il faut présenter à la Commission un *Avis d'appel* dans les 15 jours suivant la réception de l'ordonnance ou de la décision. Une copie de cet avis doit également être fournie à l'autre partie: le locataire doit fournir une copie au locateur, le locateur doit fournir une copie aux locataires concernés.

La demande d'appel est examinée lors d'une autre audience par un comité d'appel composé de deux commissaires et d'un membre du Conseil de la Commission dont aucun n'a pris part à la décision ou à l'ordonnance initiale.

Une fois l'examen d'appel terminé, le comité peut soit confirmer la décision ou l'ordonnance initiale du commissaire, soit rendre une décision ou une ordonnance différente.

Remboursement de loyer

Si un locataire a payé une augmentation de loyer supérieure au montant autorisé, conformément à la Partie XI de la loi sur la location résidentielle ou conformément à l'ancienne loi de 1975 sur la révision des loyers des locaux d'habitation, le locataire peut présenter à la Commission une demande d'ordonnance imposant au locateur de rembourser l'excédent de loyer au locataire.

Outre une ordonnance de remboursement, la Commission établira aussi le loyer que l'on peut demander pour le logement loué en question, conformément à la loi.

Exemptions de la révision des loyers

Tous les locaux résidentiels loués tombant sous le coup de la loi sur la location résidentielle ne sont pas assujettis à la Partie XI de la révision des loyers. Bien que certains types de logements loués ne soient pas touchés par la Partie XI, le locateur de ces locaux peut cependant être tenu de donner aux locataires un avis écrit de toute augmentation de loyer 90 jours à l'avance.

Les locaux exempts de la révision sont les suivants:

- tout logement loué situé dans un immeuble résidentiel appartenant aux gouvernements fédéral, provincial ou municipaux ou à l'un de leurs organismes ou exploité ou administré par ceux-ci ou en leur nom;
- tout logement loué situé dans un complexe de logements à but non lucratif où les loyers sont assujettis à l'approbation des gouvernements fédéral, provincial ou municipaux ou à l'un de leurs organismes;
- tout logement loué situé dans une coopérative de logements à but non lucratif telle que définie dans la Loi nationale sur l'habitation;
- tout logement loué situé dans un immeuble appartenant à une institution religieuse ou exploité ou administré par celle-ci dans un but non lucratif pour des activités de bienfaisance;
- tout logement loué situé dans un immeuble dont aucune partie n'était occupée comme logement loué avant le 1^{er} janvier 1976;

- toute maison mobile ou emplacement de maisons mobiles qui n'était pas occupé en tant que logement loué ou ne servait pas à un tel logement avant le 1^{er} janvier 1976;
- tout logement loué fourni par un établissement d'enseignement, comportant une salle de bains et une cuisine indépendantes et prévu pour être occupé toute l'année par des étudiants à temps plein ou des membres du personnel, si un conseil ou une association représentant les résidents a été consulté au sujet d'une augmentation de loyer;
- tout logement loué pour lequel le loyer mensuel est de 750 \$ ou plus.

En outre, si un locataire reçoit une allocation de loyer dans un immeuble de rapport appartenant à un particulier, la révision de loyer peut s'appliquer au loyer total perçu par le locateur pour le logement mais non à la portion du loyer payée par le locataire.

III. Renseignements supplémentaires

Cette brochure n'est qu'un guide élémentaire, à l'intention des locateurs et des locataires, traitant des augmentations de loyer en vertu de la loi sur la location résidentielle. Pour obtenir des exemplaires de la loi, des formulaires standards et de plus amples renseignements, s'adresser aux bureaux locaux de la Commission de location résidentielle.

On peut également acheter des exemplaires de la loi à la librairie du gouvernement de l'Ontario, 880, rue Bay, Toronto M7A 1N8, (416) 965-6015 ou 1-800-268-7540 (sans frais).

Bureaux de la Commission de location résidentielle

COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

56 ouest, rue Wellesley

8^e étage

Toronto (Ontario)

M7A 2J9 (416) 964-8281

(Pour la ville de Toronto seulement)

7, boulevard Overlea

6^e étage

Toronto (Ontario)

M4H 1A8 (416) 752-0683

(Pour East York seulement)

2100, chemin Ellesmere

3^e étage

Scarborough (Ontario)

M1H 3B7 (416) 438-3452

(Pour Scarborough)

5233 ouest, rue Dundas

4^e étage

Islington (Ontario)

M9B 1A6 (416) 236-2681

(Pour les municipalités d'Etobicoke et de York)

45 est, avenue Sheppard

5^e étage

Willowdale (Ontario)

M2N 5W9 (416) 224-7643

(Pour North York et la municipalité régionale de York)

CENTRE-OUEST

55 sud, rue Hess

21^e étage

Hamilton (Ontario)

L8P 4R8 (416) 528-8701

(Pour les municipalités régionales de Hamilton-Wentworth, Halton, Haldimand-Norfolk et le comté de Brant)

43, rue Church

6^e étage

St. Catharines (Ontario)

L2R 7E1 (416) 684-6562

(Pour la municipalité régionale de Niagara)

30 ouest, rue Duke

4^e étage

Kitchener (Ontario)

N2H 3W5 (519) 579-5790

(Pour la municipalité régionale de Waterloo, les comtés de Wellington et Dufferin)

SUD-OUEST

80 est, rue Dundas

1^{er} étage

London (Ontario)

N6A 2P3 (519) 673-1660

(Pour les comtés de Middlesex, Oxford, Elgin, Lambton, Perth et Huron)

99 est, rue Chatham

7^e étage

Boîte 189

Windsor (Ontario)

N9A 6V6 (519) 253-3532

(Pour les comtés d'Essex et Kent)

1131 est, avenue Second

Bureau 106

Owen Sound (Ontario)

N4K 2J1 (519) 376-3202

(Pour les comtés de Grey et Bruce)

CENTRE-EST

114, rue Worsley

Barrie (Ontario)

L4M 1M1 (705) 737-2111

(Pour les comtés de Simcoe, et la municipalité du district de Muskoka)

139 nord, rue George

Peterborough (Ontario)

K9J 3G6 (705) 743-9511

(Pour les comtés de Peterborough, Northumberland, Victoria et Haliburton et la municipalité régionale de Durham)

1310 est, rue Dundas

2^e étage

Mississauga (Ontario)

L4Y 2C1 (416) 270-3280

(Pour la municipalité régionale de Peel)

EST

275, rue Ontario

1^{er} étage

Kingston (Ontario)

K7K 2X5 (613) 547-2244

(Pour les comtés de Frontenac, Lennox et Addington, Leeds et Grenville, Hastings, Prince Edward et la partie du comté de Lanark située à l'ouest de la route 29, à l'exception des villes de Carleton Place et Smiths Falls) (Voir Ottawa)

10, rue Rideau

3^e étage

Ottawa (Ontario)

K1N 9J1 (613) 230-5114

(Pour la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton, les comtés de Renfrew, Stormont-Dundas-Glengarry, Prescott et Russell et la portion du comté de Lanark située à l'est de la route 29, y compris les villes de Carleton Place et Smiths Falls)

NORD-EST

215 est, rue Oak

North Bay (Ontario)

P1B 8P8 (705) 476-1231

(Pour les districts de Nipissing et Parry Sound)

199, rue Larch

5^e étage

C.P. 1059

Sudbury (Ontario)

P3E 5P9 (705) 675-4373

(Pour la municipalité régionale de Sudbury et les districts de Sudbury, Manitoulin et Algoma)

273, avenue Third

2^e étage

Timmins (Ontario)

P4N 1E2 (705) 264-9555

(Pour les districts de Cochrane et Timiskaming)

NORD-OUEST

435 sud, rue James

3^e étage

C.P. 5000, Succursale 'F'

Thunder Bay (Ontario)

P7C 5G6 (807) 475-1595

(Pour les districts de Thunder Bay, Kenora et Rainy River)

Si l'on veut obtenir des renseignements par téléphone à l'un de ces bureaux ci-dessus mais que l'on se trouve à l'extérieur de la zone d'appel sans frais, on peut appeler le bureau sans frais en demandant à la téléphoniste le Zénith 9-6000.

